Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur les relations entre la France et la Grèce, la crise des réfugiés et sur la situation en Syrie, à Paris le 20 avril 2016.

2016-04-20

Mesdames et Messieurs,

J'ai été très heureux de retrouver mon homologue et ami Nikos Kotzias puisque nous nous voyons régulièrement au conseil des ministres européens des affaires étrangères. Nous étions ensemble lundi à Luxembourg et les fois précédentes à Bruxelles.

Évidemment nous avons évoqué les relations bilatérales entre la France et la Grèce, et souvenez-vous de ce slogan resté célèbre «Grèce - France alliance» qui était celui de la saison culturelle de la France en Grèce en 2014. «Grèce - France alliance», je crois que c'est un mot qui résume bien nos relations.

Le Premier ministre Tsipras était encore à Paris la semaine dernière pour rencontrer le président Hollande. La France souhaite la réussite de la Grèce, pays courageux engagé dans des réformes importantes pour redresser sa situation financière. Ces réformes sont en train de porter leurs fruits, elles ont effectivement un coût pour le peuple grec mais elles marquent aussi l'attachement très fort de la Grèce à l'Europe. Il est donc important que l'Europe soit solidaire de la Grèce dans ses efforts. C'est le point de vue de la France, je l'ai redit à Nikos il y a quelques instants.

Nous savons aussi que la Grèce est confrontée à des difficultés importantes pour l'accueil des réfugiés et l'accord Union européenne - Turquie était nécessaire. Il est en train de se mettre en oeuvre, avec un engagement pris notamment par la France de soutenir les efforts de la Grèce. Nous avons, avec l'Allemagne, décidé d'apporter notre aide en personnels, une aide concrète pour permettre à la Grèce d'étudier toutes les situations individuelles de demandeurs d'asile. La Grèce elle-même a introduit des réformes dans son droit : le parlement grec a légiféré rapidement concernant les procédures d'asile et les procédures de recours pour que le droit international soit respecté.

C'est donc dans le cadre du droit international que l'accord Union européenne - Turquie s'applique, avec des engagements importants en matière de réadmission et de réinstallation.

Mais en ce qui concerne la France, nous nous sommes engagés à aider la Grèce pour l'accueil de réfugiés sur notre territoire, par des relocalisations, lesquelles sont en cours. Chaque jour, de nouveaux réfugiés arrivent en France pour y être installés et accueillis. C'est donc un soutien concret, nous nous sommes engagés et nous le faisons.

Avec Nikos, nous avons abordé beaucoup d'autres sujets, le dernier est celui de la Syrie. Nous avons pu constater nos convergences pour un processus de paix. La guerre n'est pas une option, le cessez-le-feu qui est intervenu doit être totalement respecté. Aujourd'hui, les accrocs importants autour d'Alep de la part du régime peuvent mettre en péril ce cessez-le-feu. Il est important qu'il soit intégralement respecté. C'est ce que j'ai dit hier à l'occasion de mon déplacement à Moscou à Vladimir Poutine et à mon homologue Sergueï Lavrov parce qu'il est important aussi que l'aide humanitaire vienne à toutes les populations sinistrées et que le processus de paix aille à son terme. C'est difficile mais c'est la seule voie possible. C'est en tout cas en ce sens que nous voulons conjuguer nos efforts, la France et la Grèce.

Nous avons aussi abordé d'autres sujets dans le domaine de la coopération bilatérale, dans le domaine culturel, dans le domaine de l'éducation, de la recherche et de l'innovation. La France et la Grèce sont des partenaires, ce sont des pays amis parce que nous partageons aussi des valeurs. Ces valeurs, ce sont celles qui nous ont conduits à être des Européens convaincus. Nous sommes des Européens convaincus. Nikos m'a dit qu'il croyait à l'Europe, moi aussi j'y crois, même si l'Europe a des défauts et qu'elle peut parfois nous décevoir. C'est aussi notre engagement commun à régler ensemble les problèmes de l'Europe, en aidant d'abord chaque pays à faire face à ses propres difficultés par la solidarité, que ce soit des difficultés financières, que ce soit des difficultés économiques ou des difficultés migratoires.

Nous avons aussi évoqué d'autres points mais je voulais simplement m'adresser à vous en allant à l'essentiel des sujets dont nous avons parlé ensemble. Nous avons évoqué Chypre, l'Ukraine mais je crois qu'il était important de résumer en quelques mots l'essentiel de nos échanges qui seront suivis d'autres, j'en suis convaincu, puisque nous avons l'occasion de nous voir au moins une fois par mois et plus si nécessaire.

Peut-être que peu d'entre vous le savent, mais la Grèce est membre de l'Organisation internationale de la Francophonie et je voulais donc saluer cet engagement. Je voulais rappeler qu'il y a un lycée franco-hellénique avec 1.600 élèves. C'est un lycée déjà ancien qui, je crois, symbolise bien la relation franco-hellénique.

Merci Nikos, merci de ta visite et à bientôt, bon courage et bonne chance.

Q - Les discussions d'aujourd'hui ont-elles permis d'aider de manière concrète pour avancer dans les rapports bilatéraux en fonction de la feuille de route que vous vous préparez à signer en juin prochain ? Y a-t-il déjà des éléments concrets ?

R - Il est un peu tôt pour donner le contenu de la feuille de route, elle est en préparation. C'est pourquoi nous parlons de visite, avec une invitation que j'ai eue de Nikos il y a quelques instants, juste avant cette déclaration à la presse. Le Premier ministre doit également se rendre en Grèce. Nous sommes en train de travailler à quelque chose de concret, de solide et de durable.

Q - Avez-vous parlé d'une réunion d'urgence sur la Syrie ?

R - J'ai évoqué à Moscou cette perspective du groupe de suivi et j'ai déclaré que la France était prête à une réunion du groupe de suivi au niveau ministériel si nécessaire. C'est en tout cas un sujet qui sera abordé dans quelques jours à Hanovre, puisque vous savez que le président Français s'y rendra à l'occasion de la visite du président Obama. Il y aura une réunion avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, il sera bien sûr question de la Syrie.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 27 avril 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/198789-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et